



HAL
open science

Les jeunes communistes de la région parisienne et la guerre à la Libération

Michel Pigenet

► **To cite this version:**

Michel Pigenet. Les jeunes communistes de la région parisienne et la guerre à la Libération. Jacques Girault (dir.). Des communistes en France (années 1920-années 1960), : Éditions de la Sorbonne, 2002. hal-03750160

HAL Id: hal-03750160

<https://hal.science/hal-03750160>

Submitted on 11 Aug 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Les jeunes communistes de la région parisienne et la guerre à la Libération

Michel Pigenet
p. 477-487

Si l'on connaît bien les communistes parisiens à la Libération, on sait moins de choses sur les adhérents et les organisations de la périphérie immédiate du Parti communiste français. À l'heure où la guerre et ses impératifs conditionnent l'avenir militaire et politique du pays, les décisions prises ou à prendre en la matière intéressent au premier chef les jeunes. Sur ce terrain les Jeunesses communistes (JC) dont la dénomination dit la proximité avec le Parti occupent un créneau important, notamment dans l'agglomération parisienne, siège d'un pouvoir central en cours de reconstitution et ancien bastion de l'organisation.

Les JC parisiennes au lendemain de l'insurrection : une réorganisation délicate

Près du « Centre »

En 1944, le temps n'est plus où les jeunes communistes donnaient du fil à retordre au Parti¹. L'orientation de l'organisation s'élabore au sommet du Parti. Au besoin, l'impulsion vient de plus haut ou, si l'on préfère de plus loin. En novembre 1944, Staline évoque ainsi le devenir des JC à l'occasion de l'entretien qu'il accorde à Maurice Thorez sur le point de regagner la France². Dans l'attente du retour à Paris de Raymond Guyot, Jacques Duclos a de son côté confié la responsabilité des « Jeunesses » à Léo Figuères rappelé de Lyon à la fin septembre³. Le 25 de ce mois, le secrétariat du PCF a d'autre part chargé Auguste Lecœur de « suivre » les relations avec les divers mouvements de jeunes⁴.

Cette tutelle, légitime aux yeux des plus anciens, rompus à une discipline de fer, met à jour des mécanismes de normalisation que les recrues de la Résistance ne vivent pas toujours très bien.

« Une fois complimentés pour leur courage et leur audace dans la clandestinité, les jeunes communistes étaient invités à se regrouper, comme avant la guerre, dans la Fédération des Jeunesses communistes qui ferait ce que le Parti lui dirait de faire. [...] Nous n'étions donc plus que des "jeunes" avec tout ce que cela impliquait d'humilité et de soumission »⁵.

Confirmée aux différents échelons territoriaux, cette hiérarchie fondamentale se complique dans l'agglomération où les contours des « régions » du PCF ne correspondent pas à ceux des JC. Difficulté supplémentaire, les principes centralisateurs en vigueur dans les deux organisations tendent à occulter la pertinence des niveaux régionaux au profit des instances nationales, grosses consommatrices de cadres locaux. Le potentiel militant régional réclame, en outre, une vigilance à la hauteur du possible retentissement national d'initiatives parisiennes. Les directions centrales ne refusent pas d'utiliser ce canal pour impulser un mouvement, tester un mot d'ordre, adresser un message à leurs adversaires ou partenaires. Au début du mois de septembre 1944, la formation et le départ de la « colonne Fabien » relèvent de ce type d'expérimentation⁶.

Aussi trompeuse soit-elle, cette intrication gêne l'identification exacte de l'appareil et des dirigeants locaux des JC. *L'Avant-Garde* laisse échapper le nom des secrétaires des régions : Paris-Ville, Quillet, Armand Allard, Paris-Ouest, Paquet, Seine-Sud, André Merlot dit Marquet, Seine-Nord, Adrien Baron⁷. Ce que l'on devine de la rotation rapide de

responsables que l'appareil central affecte sans trop se soucier de la réalité de leur enracinement, contribue à brouiller les pistes.

Organisation et influence : des décalages significatifs

« Militer en automne 44, c'est d'abord organiser, mettre en place, installer, faire fonctionner un appareil qui, avec le retour à la légalité, doit faire face à un afflux considérable de nouvelles recrues »[8](#).

Revendiqués en public ou réservés à l'information interne, les chiffres disponibles autorisent l'image du raz-de-marée national. En janvier 1945, Figuières évalue le nombre des adhérents à plus de 100 000[9](#). En mars, l'organe des JC annonce 150 000 membres, total auquel il faudrait ajouter les 100 000 jeunes communistes sous les drapeaux[10](#). Indice concordant, en novembre 1944, le tirage de *L'Avant-Garde*, limité par la pénurie de papier à 125 000 exemplaires est très inférieur aux 225 000 commandes hebdomadaires[11](#).

La capitale et sa banlieue suivent plus qu'elles ne précèdent le mouvement général. Certes, les cinq régions disposent vite de sièges à Paris, Clichy, Ivry, Montreuil et Saint-Denis[12](#). La première semaine de septembre, des permanences sont recensées dans quinze arrondissements et dix-huit communes de banlieue[13](#). Le 23, on en dénombre neuf de plus. Au sortir de l'insurrection, la réquisition de locaux ne nécessitait guère plus qu'une poignée de militants résolus. Leur animation suppose, avec le recrutement d'adhérents, de disposer de cadres expérimentés. Ici, les choses ne vont plus de soi.

Les états numériques du printemps 1947 attribuent 14 876 membres aux 319 cercles et 99 foyers des fédérations de la Seine de l'UJRF et de l'Union (UJFF)[14](#). Telles quelles, les forces rassemblées ne sont pas négligeables, mais traduisent un moindre essor que dans le reste du pays. Au début du Front populaire, l'agglomération parisienne réunissait près du tiers des jeunes communistes. Une décennie plus tard, la proportion n'atteint pas [715](#). À l'exemple de ce que l'on constate pour le Parti[16](#), ce recul relatif s'accompagne d'un déclin absolu dans plusieurs secteurs. En décembre 1944, les dirigeants de la région Paris-Est du PCF déplorent qu'avec 1 500 adhérents la JC du secteur soit encore loin des effectifs de l'avant-guerre[17](#). À des décennies de distance, Léo Figuières convient d'un retard qu'il élargit à l'ensemble de la zone Nord, sévèrement frappée par la répression[18](#).

Les jeunes communistes, dont certains ont participé, dès l'OS de 1940, à la formation des premiers groupes armés du Parti, ont pris plus que leur part dans la lutte clandestine[19](#). Fusillés, morts sous la torture, en déportation ou au combat, le martyrologe de l'organisation, prolongé au-delà d'août 1944, dit ce qu'en fut le prix. Avec Fabien et Dax, déchiquetés par une mine sur le front d'Alsace, treize membres du comité central des JC élus en 1938 ont péri dans la lutte[20](#). Consciente de l'autorité et du prestige que lui valent ces sacrifices, la Jeunesse communiste fait de la fidélité à la mémoire des disparus un argument de recrutement. Là, achève de se forger une rhétorique toute d'exaltation dont l'efficacité repose « moins sur une base doctrinale que sur une base morale »[21](#).

Soucieux d'action immédiate, des milliers de jeunes rallient en masse les centres d'enrôlement des Forces Françaises de l'Intérieur (FFI) et des Francs-Tireurs Partisans (FTP) sans se préoccuper des intentions et étiquettes politiques de leurs officiers. À bien y regarder, pourtant, le « hasard » des regroupements ne s'émancipe pas complètement des déterminismes socio-politiques. Faut-il s'étonner de la réceptivité d'adolescents des XIII^e et

XX^e arrondissements, d'Ivry ou de Montreuil au vocabulaire communiste ? Vivier ordinaire de la JC, la jeunesse ouvrière demeure le destinataire privilégié de sa propagande. Hors de l'adhésion partisane et disciplinée, les valeurs, la sensibilité de classe entretiennent une imprégnation propice à la cristallisation politique. Que cela n'aille pas sans malentendus et contresens, on le vérifie quand la ligne d'union patriotique prévaut sur la radicalité révolutionnaire.

Étroit, le premier cercle des sympathisants susceptibles de franchir le pas de l'adhésion assure le succès des manifestations telle cette fête de *L'Avant-Garde* que rehausse la présence de Maurice Thorez et à laquelle se pressent 30 000 jeunes²². D'autres niveaux et moyens d'influence sont moins aisément mesurables. Les places acquises dans les comités de libération et l'appui des municipalités communistes réinstallées ouvrent des perspectives locales. Sur un autre registre, les communistes disposent d'utiles relais à l'intérieur des mouvements de jeunes résistants. Si le Front patriotique de la jeunesse (FPJ), branche juvénile du Front national (FN), peine à s'affirmer au grand jour²³, il lui revient de proposer, en novembre-décembre 1944, la fusion avec ses homologues du Mouvement de libération nationale – JLN – et de l'OCM – OCMJ – où la JC dispose d'oreilles bienveillantes. Avec l'Union des jeunes filles patriotes (UJFP) qui a su rallier de jeunes catholiques et l'Union des étudiants patriotes (UEP), autres composantes du FN, il siège ès qualité dans les instances des Forces unies des jeunesses patriotiques (FUJP) créées en octobre 1943. Cartel d'organisations, conçues sur le modèle du Conseil national de la résistance (CNR)²⁴, les FUJP ne manquent pas d'invoquer leur représentativité pour revendiquer leur présence à l'Assemblée consultative, dans les comités de libération et les différentes commissions traitant des problèmes de la jeunesse. Structure de liaison et de concertation, les FUJP servent aussi de couverture commode en matière militaire. Leur comité d'Île-de-France reprend à son compte les analyses et les propositions du PCF sur la question, s'efforçant de soutenir du mieux qu'il peut la colonne Fabien²⁵. Si le PCF et la JC ont renoncé à l'existence de cellules et de cercles dans les régiments²⁶, il revient aux FUJP d'entretenir l'esprit « civique et démocratique » des soldats²⁷.

Qu'il s'agisse de la santé, des loisirs, de l'instruction, de législation sociale, de droits politiques, les JC ne sont pas en panne de projets. En octobre 1944, la Charte de la Jeunesse adoptée par les FUJP s'en inspire. Au « malheur d'être jeune », dénoncé en son temps par Vaillant-Couturier, les communistes opposent l'esquisse d'une société débarrassée « des trusts vendus à l'étranger »²⁸. Potentiellement mobilisatrices, ces propositions sont cependant renvoyées à « demain » tandis que les JC se posent en « champions de la morale rénovée »²⁹. Là gît l'un des obstacles à l'extension de leur audience auprès de ceux qui, en proie aux mille difficultés du quotidien, ne se sentent pas l'étoffe de héros ou que rebute le rigorisme des militants.

La dislocation des familles précipite le recours aux combines, étape sur le chemin de la délinquance. Celle des moins de dix-huit ans triple entre 1939 et 1945. Raymond Guyot admet :

« Chacun sait qu'il y a une partie de la jeunesse plus ou moins corrompue, que la pratique du marché noir est particulièrement organisée dans la jeunesse »³⁰.

La question revient en discussion dans le huis clos des directions ou lorsque Thorez incite cette jeunesse « qui a souffert dans sa chair, dans son cœur et parfois dans son esprit » à « se

régénérer »³¹. Aussi bien est-ce par la participation au « plus sacré des devoirs » – « libérer la France » – que les communistes conçoivent les vertus militantes de la lutte et du dévouement.

« Tout pour la guerre ! » : variations autour d'un mot d'ordre

L'impératif militaire : enjeux et problèmes

« Tout pour la guerre ! » Étalé à la « une » de l'édition limougeaude de *L'Avant-Garde*³², repris par l'édition nationale de l'hebdomadaire³³, le mot d'ordre résume la ligne autour de laquelle s'ordonne la politique communiste. On en connaît plusieurs variantes qui, sans la contredire ou l'atténuer, la précisent au gré des circonstances. Ainsi en va-t-il du « Tout pour la nouvelle armée ! » de la fin août, du « Tout pour l'effort de guerre ! » du mois d'octobre ou du « Tout pour le front ! » lancé en janvier 1945. Sur ce point, les décisions du secrétariat et du Bureau politique ne démentent pas les discours publics. Aux divers échelons de l'organisation comme dans ses relais extérieurs, les communistes entendent :

« entraîner les masses à assimiler les questions militaires, à tirer les enseignements qui s'imposent de la guerre moderne [...] de façon à préparer la jeunesse française au métier des armes »³⁴.

De septembre 1944 à mai 1945, le PCF partage avec de Gaulle l'objectif de contribuer le plus largement possible à la capitulation rapide de l'Allemagne nazie. Il y va de la restauration de l'autorité de la France, de sa capacité à peser dans les négociations à venir sur le sort du monde. Que cette base d'alliance et de coopération politiques repose sur des motivations, des références, des projets distincts et pour tout dire antagonistes, n'est pas moins évident. Les débats, tensions et frictions entre les deux partenaires sur le meilleur moyen d'atteindre le but commun soulignent les différences de stratégie politique pour le court et le moyen termes. Ainsi, faire la guerre implique l'existence d'une armée.

Jusqu'à la fin novembre, les FFI sont au cœur du problème. Alors que l'Armée B, future Première Armée, du général De Lattre, forme l'ossature de l'armée « régulière » aux ordres du Gouvernement Provisoire de la République française (GPRF), « l'explosion » des lendemains du débarquement a fait bondir les effectifs FFI. Ceux-ci atteignent le seuil des 400 000 en octobre³⁵. Peu propice aux maquis, la région parisienne emboîte le pas à la province avec retard. L'insurrection crée toutefois une situation nouvelle : de 35 000 FFI avant son déclenchement, on passe à 56 000 début septembre³⁶. Cantonnées tant bien que mal dans la centaine de bâtiments les plus divers, dont trois casernes et quatre forts, ces forces échappent à l'encadrement militaire classique. Circonstance aggravante, les FTP contrôlent près de la moitié des volontaires. Non contente de rester en place malgré la dissolution édictée par de Gaulle, la hiérarchie régionale et nationale des FFI pousse au recrutement. Les FFI, affirme le COMAC, structure militaire du CNR sous influence communiste, « seront le noyau de l'armée nouvelle »³⁷. En clair, c'est autour d'eux que devrait s'opérer l'amalgame avec l'armée venue d'Afrique. L'idée plaît bien au-delà des rangs du PCF au grand dam du président du GPRF qui, récusant en bloc cette prétention n'a de cesse d'étouffer, sinon briser, les symptômes d'une dualité du pouvoir. Et d'abord à Paris.

En contact avec la direction du PCF, les cadres parisiens des FTP essaient de forcer le destin afin d'amorcer le processus de construction de l'armée nouvelle. Spécialiste des missions d'avant-garde, Fabien est l'homme de la situation. Les 2 et 3 septembre, son départ vers le front à la tête d'un millier d'hommes vise explicitement à forger un modèle. Indéniable,

l'aspect propagandiste de l'entreprise dont la presse communiste veille à rendre compte ne relève pas du « leurre »³⁸. Pour créer l'élan, les FTP consentent à se priver, dans la capitale, d'officiers parmi les plus solides et du meilleur de leurs forces vives.

Au nom de l'indispensable poursuite du combat, ils misent sur la relance de la levée en masse de l'été. Par un texte du 20 juin, le GPRF avait certes pris soin de signifier le maintien en vigueur de la mobilisation générale décrétée en 1939. Il était notamment question de procéder à l'appel des classes 40 à 45. Compte tenu des centaines de milliers d'adultes prisonniers en Allemagne, c'est sur les moins de vingt-cinq ans que doit porter l'effort de mobilisation, cela quels qu'en soient les initiateurs.

La jeunesse en première ligne

Les témoignages et les enquêtes concordent sur la jeunesse des combattants de 1944. À l'intérieur de la colonne Fabien, l'éventail des âges s'étale de 15 à 54 ans pour une moyenne de 24,1 ans. Près de la moitié des volontaires ne sont pas majeurs lorsqu'ils rejoignent l'unité³⁹. Si le groupe des 18-21 ans – 37,7 % – se détache, on recense 11,6 % d'adolescents de moins de 18 ans. Colonel à 25 ans, Fabien confirme le tableau d'ensemble. Célébrée, cette jeunesse ne présente pas que des avantages. Concrètement, le gros des FFI, dispensé de service militaire pendant l'occupation, apprend sur le tas l'usage d'armes hétéroclites récupérées au gré des circonstances. L'inexpérience du plus grand nombre explique de brusques sautes d'humeur quand la guerre révèle sa brutalité et ses horreurs. Conscients du manque de préparation de ces hommes, le général Billotte salue toutefois leur agressivité⁴⁰. Encore a-t-il disposé de quatre mois pour instruire les unités FFI de la région parisienne réunies dans la 10^e DI (division d'infanterie). Entre-temps, la colonne Fabien dont les effectifs ont dépassé les 3 000 hommes a dû se résoudre à la normalisation qu'officialise l'intégration à la Première Armée sous le nom de 151^e RI (régiment d'infanterie). Jointe aux exigences techniques de la guerre moderne, la prise de conscience de l'exact rapport des forces politiques a eu raison des illusions de septembre. Les FFI ne seront jamais le noyau d'une armée dont la nouveauté tient plus, dorénavant, aux circonstances qu'à une authentique volonté politique. Après le retour de Maurice Thorez, la session de janvier du CC du PCF en prend acte.

L'ambition d'une participation massive de la France à la défaite de l'Allemagne n'a rien perdu, en revanche, de son actualité. Elle conduit le PCF à demander que l'on accélère l'appel des classes⁴¹. Le gouvernement et l'état-major ne souhaitent pas autre chose, mais n'ignorent pas qu'une telle mesure est suspendue à l'accord des Alliés, ordonnateurs de l'équipement et de l'armement des troupes françaises⁴². L'expression publique d'un étonnement formel devant les retards accumulés⁴³ masque mal la critique du « poison attentiste » et de forces occultes soupçonnées d'intentions désagrégeatrices. Le 12 janvier, l'organe des JC pousse à l'appel des classes 40, 41, 42, 44 et 45.

« Servir » : exigences militantes et résistances du réel

Selon *L'Avant-Garde*, « c'est dans le plus grand enthousiasme, dans la joie, au son du clairon et du tambour, en chantant nos hymnes patriotiques » que la classe 43 s'apprête à gagner les casernes⁴⁴. Bon gré mal gré, il s'agit de ressusciter l'ambiance qui prévalait fin août-début septembre, quand Raymond Guyot affirmait qu'il n'était pas « de devoir plus impérieux [...] pour les jeunes gens et les jeunes filles que de rejoindre les unités de combat »⁴⁵. À l'automne, Maurice Thorez culpabilise ses auditeurs. « Vous ne pouvez pas être contents »

lance-t-il, « de n'être pas actuellement sous l'uniforme, avec un fusil, des canons, des tanks, des avions, en train de faire la guerre »[46](#). En vue de resserrer l'union de l'armée et de la nation, les militants se proposent d'associer la population au départ des conscrits. À leur demande, les mouvements patriotiques « amis », les municipalités, etc., prévoient des réceptions, des goûters, des vins d'honneur.

« Nos futurs soldats doivent savoir que, où qu'ils aillent, les jeunes gens et les jeunes filles, les Français de l'arrière ne les oublieront jamais »[47](#).

Cette fébrilité doit davantage, cependant, aux impulsions du sommet qu'aux attentes de la base. L'enthousiasme de l'été n'est plus qu'un souvenir. S'il souffre de la guerre, l'arrière montre une indifférence croissante envers ceux qui la font. « La guerre ? » admet un journaliste communiste, « on en parle en première page. Mais elle est lointaine »[48](#). Les rapports mensuels de la direction de la gendarmerie sur l'état de l'opinion ne contredisent pas le malaise qu'exprime le courrier des combattants[49](#). Mâtinée d'élitisme, la réaction de repli des soldats entretient leur particularisme. « Il n'y a que parmi vous, camarades, qu'il y a quelque chose de pur. J'ai hâte de vous rejoindre », écrit un permissionnaire de la colonne Fabien, écœuré par ce qu'il a constaté[50](#). L'aigreur transparaît dans la manière dont beaucoup s'imaginent « les camarades de Paris équipés de pied en cap »[51](#). Elle se métamorphose en haine cristallisée sur la figure juvénile du « zazou ». Écorchés vifs, les volontaires s'irritent encore des formes que revêt parfois la solidarité de l'arrière. Les galas et les bals n'ont pas bonne presse dans les unités combattantes... D'autres initiatives sont en revanche mieux perçues. « Paris ne nous pas oublié », « L'arrière pense à nous », titre le journal de la colonne Fabien au lendemain de la réception de 3 200 colis[52](#). Si les JC n'apparaissent pas en tant que telles dans ces envois, leurs militants sont souvent à l'origine des collectes des FUJP et de l'UJFP.

La solidarité ne constitue toutefois qu'un aspect de l'activité des jeunes communistes. En prévision d'une prochaine mobilisation générale et dans la perspective plus large de l'armée démocratique à venir, ils mettent l'accent sur le développement d'une préparation militaire renouée, précoce et de masse. À la mi-décembre, *L'Avant-Garde* ouvre une rubrique présentant les armes en usage dans l'armée, la technique de progression en rase campagne ou en milieu urbain, le parachutisme... Les jeunes filles, elles-mêmes, sont sollicitées. En janvier 1945, Raymond Guyot s'indigne de ce que l'on cantonne les lycéennes d'un établissement parisien à la confection de colis et au tricotage quand elles aspirent à apprendre à conduire, soigner, servir dans les transmissions et tirer au fusil[53](#). Quant à l'âge d'initiation, en octobre 1944, les JC envisagent d'accepter des enfants de 12-13 ans dans les stages de préparation militaire (PM)[54](#). Rien n'y fait. Les centres de PM ne réunissent qu'une « petite minorité »[55](#)

Ce nouvel indice de difficultés pose la question de l'adéquation du discours communiste aux préoccupations de la jeunesse. Si Laurent Casanova se félicite du recul des « conceptions cocardières », il réprovoque tout autant les thèses « anarchistes, petites bourgeoises » du pacifisme, certifiant que l'armée se confond désormais avec le peuple[56](#). Sous les drapeaux, toutefois, les expériences militaires novatrices héritées des maquis n'ont guère résisté à la vague normalisatrice. À la direction parisienne des FFI comme dans la plupart des unités, les nécessités de la guerre aidant, l'esprit « culotte de peaux », tant décrié en septembre, a souvent refait surface avant l'arrivée des cadres d'active de la Première Armée. Au reste, quand bien même les communistes tiennent bon sur leur double projet de « démocratie armée » et « d'armée démocratique », leurs appels à l'effort de guerre fleurent le néo-

militarisme. Outre le recours fréquent au vocabulaire de « la gloire et de la grandeur », de « l'Honneur et de la Patrie »⁵⁷, ils saluent volontiers « la grande tradition militaire »⁵⁸ quand ils ne s'achèvent pas par un vigoureux « Vive l'armée ! »⁵⁹.

À l'arrière, les communistes articulent enfin le sacrifice des soldats et la « bataille de la reconstruction » pour laquelle les FUJP créent un Service civique en charge du déblaiement des ruines, de la réparation des routes, du secours aux personnes âgées, de l'accueil des blessés, déportés ou prisonniers... *L'Avant-Garde* cite en exemple les jeunes ouvriers d'une usine de l'agglomération parisienne qui, chaque mois, consacre un samedi à travailler pour le front⁶⁰.

Fin mars-début avril, le congrès de la JC se tient sous le mot d'ordre « Unir pour servir ». Servir ? Il n'est pas sûr que le gros de la jeunesse se satisfasse de cette insistance sur ses devoirs quand l'obtention de droits nouveaux est reportée à des jours meilleurs. Unir ? Le 11^e congrès de la JC est aussi le premier de l'UJRF, organisation de masse « sans parti », mieux à même, pense-t-on, de disputer les inorganisés aux organisations rivales de l'Action catholique. Une fois encore, l'initiative vient du sommet⁶¹. Pour leur part, les militants apprennent de quoi il retourne le 1^{er} mars, au plus fort de la préparation du congrès. Précipitée, la mesure ne va pas de soi. Plusieurs conférences régionales se font l'écho de réticences devant le flou des statuts proposés. En tout état de cause, de larges incertitudes subsistent sur la nature exacte d'une structure maintenue à mi-chemin entre l'organisation politique et le mouvement de jeunesse. Les déboires ne tardent pas alors que la fin de la guerre relativise la pertinence de la référence « patriotique ». Dès 1946, le recul des effectifs n'épargne pas la région parisienne où, cependant, l'ardeur et la tonalité de classe des actions engagées à partir de 1947-1948 entraînent un redressement inconnu en province...

Si la période 1944-1945 fut un moment important dans le long processus d'affirmation de la jeunesse en tant que catégorie, il apparaît que les adultes hésitèrent à en tirer les conséquences législatives. Aboutissement possible d'une citoyenneté regagnée les armes à la main, le droit de vote à dix-huit ans ne sera pas acquis avant une trentaine d'années. Le communisme qui, fort de sa dynamique révolutionnaire originelle, se voulait « la jeunesse du monde », n'était pas le moins préparé à exprimer et à canaliser les aspirations d'une large fraction des jeunes. Faute d'une réflexion véritable sur les formes et les objectifs des organisations situées dans sa mouvance⁶², sous le poids des contraintes créées par la guerre, de l'urgence des questions à résoudre et de l'extrême fluidité de la situation politique, les bourgeons de la Libération ne fructifieront pas. En région parisienne, la nature des relations entretenues avec le « centre » et les difficultés rencontrées dans la reconstruction de l'influence communiste dans ses bases ouvrières posaient des problèmes spécifiques. Par ailleurs, à la différence des responsables de la génération antérieure happés dans les sphères dirigeantes de l'appareil du PCF, nombre des cadres des JC parisiennes de 1944-1946 plongèrent assez vite dans l'anonymat. Seuls leurs successeurs, adhérents de la Libération montés en grade à compter de 1947 accédèrent ensuite à une certaine notoriété dans le Parti⁶³. Mais n'anticipons pas sur une histoire qui, pour l'essentiel, reste à écrire...

Notes

¹ Cf. VARIN (J.), *Jeunes comme JC. Sur la Jeunesse communiste*. Paris, Éditions sociales, 1975, t. 1.

² Notes de l'entretien du 19 novembre 1944, *Communisme*, n° 45-46, 1996, p. 24.

3 Pendant trois ans il appartient au triangle de direction des JC pour la zone Sud. FIGUERES (L.), *Jeunesse militante. Chronique d'un jeune communiste des années 30-50*, Paris, Éditions sociales, 1971, p. 115. En 1945, élu membre suppléant du CC du PCF, il accède au secrétariat général de l'UJRF que préside Raymond Guyot.

4 Décision n° 7 du secrétariat, le 25 septembre 1944. Archives du Comité central du PCF.

5 KRIEGEL (A.), *Ce que j'ai cru comprendre*, Paris, Robert Laffont, 1991, p. 257.

6 Cf. PIGENET (M.), *Les « Fabiens ». Des barricades au front (septembre 1944-mai 1945)*, Paris, L'Harmattan, 1995.

7 *L'Avant-Garde*, des 27 octobre 1944. 12 janvier et 30 mars 1945.

8 KRIEGEL (A.), *op. cit.*, p. 269.

9 Intervention lors de la session du CC des 21 -23 janvier 1945, Arch. du CC du PCF.

10 *L'Avant-Garde*, 9 mars 1945. En septembre 1945, un rapport interne de René Thuillier donne un minimum de 245 923 membres à l'UJRF, mais estime ce chiffre inférieur au total réel, proche de 300 000, Arch. du CRCEIIC, 17/128/803, cité par BUTON (P.), *Les lendemains qui déchantent. Le Parti communiste français à la Libération*, Presses de la FNSP, 1993, p. 267.

11 *L'Avant-Garde*, 17 novembre 1944.

12 *Ibid.*, 8 septembre 1944.

13 *Ibid.* À Paris, seuls les III^e, VI^e, VIII^e et XVI^e arrondissements en sont encore dépourvus. En banlieue, outre Ivry qui en compte deux, les permanences sont situées à Aulnay, Drancy, Le Pré-Saint-Gervais, Montfermeil, Fontenay-sous-Bois, Le Perreux, Courbevoie, Villeneuve-le-Roi, Issy-les-Moulineaux, Gennevilliers, Châtenay-Malabry, Levallois-Perret, Asnières, Argenteuil, Bezons, Sannois, Chatou.

14 Deuxième conférence fédérale de la Seine, Clichy, 6-8 juin 1947.

15 En 1947, les effectifs nationaux des deux organisations plafonnent aux alentours de 220 000, soit 180 000 pour l'UJRF et 40 000 pour l'UJFF. Intervention d'André Leroy à la session du CC des 22-23 décembre 1947, Arch. du CC du PCF.

16 ¹⁶ BUTON (P.), *op. cit.*, p. 265-296.

17 Huitième conférence régionale, région Paris-Est, Bobigny, 16-17 décembre 1944.

18 Entretien du 16 mars 1998.

19 OUZOULIAS (A.), *Les Bataillons de la Jeunesse*, Paris, Éd. sociales, 1977.

20 *L'Avant-Garde*, 6 avril 1945.

21 AGULHON (M.), « Les communistes et la Libération de la France », Actes du colloque international *La Libération de la France*, CNRS, 1976, p. 88-89.

22 *L'Avant-Garde*, 8 décembre 1944.

23 *Front patriotique de la Jeunesse. Jeunesse à l'action. Bulletin d'information des Jeunes du Front national*, décembre 1944.

24 KRIEGEL (A.), *op. cit.*, p. 206-207. Parmi les organisations affiliées on relève notamment le FPJ, la JC, les Jeunes catholiques combattants – JCC –, les Jeunes de l'OCM – OCMJ – les JLN, Sports libres, l'UJFP, l'UEP...

25 Procès-verbaux du comité restreint d'Île-de-France des FUJP, arch. Prunteau, Institut d'Histoire du temps présent (IHTP).

26 Rendue publique le 26 octobre, cette mesure est entrée en application, sauf exception, dès septembre.

27 Cf. le projet soumis, le 4 septembre, par Jean Prunteau au général Joinville, arch. Prunteau, IHTP.

28 *L'Avant-Garde*, 1^{er} septembre 1944.

29 Discours de M. Thorez, *L'Avant-Garde*, 6 avril 1945.

30 Intervention à la session du CC du PCF, le 18 mai 1945, Arch. du CC du PCF.

31 *Ibid.*, 8 décembre 1944.

32 *L'Avant-Garde*, 16 septembre 1944.

33 *Ibid.*, 13 octobre 1944.

34 Discours de J. Duclos le 2 septembre repris dans *l'Humanité* du 6 septembre 1944.

35 VERNET (J.), *Le réarmement et la réorganisation de l'armée de terre française (1943-1946)*, SHAT, Vincennes, 1980, p. 31.

36 Rapport Carrel sur les FFI de la Seine, *Bulletin municipal officiel*, 18 septembre 1944.

37 Ordre du jour n° 5 du 28 août 1944, Archives nationales, 72 AJ 45.

38 L'expression est de BUTON (P.), *op. cit.*, p. 119-122.

39 PIGENET (M.), *op. cit.*, p. 79-80.

40 BILLOTTE (P.), *Le temps des armes*, Paris, Plon, 1972, p. 338.

41 *L'Avant-Garde*, 12 décembre 1944.

[42](#) Cf. LE GOYET (P.), « Quelques aspects du problème militaire français pendant la libération du territoire », *La Libération de la France, op. cit.*

[43](#) Le 8 janvier, un décret fixe les conditions d'incorporation de la classe 43. Le même jour, le ministre de la Guerre envisage d'appeler les classes 44 et 45. *L'Avant-Garde*, 2 février 1945.

[44](#) *Ibid.*, 5 janvier 1945.

[45](#) *Ibid.*, 16 septembre 1944. édition de Lyon.

[46](#) *Ibid.*, 8 décembre 1944.

[47](#) *Ibid.*, 5 janvier 1945.

[48](#) *L'Humanité*, 20 septembre 1944.

[49](#) Arch. nationales, 72 AJ 384.

[50](#) Lettre du 10 novembre 1944, arch. A. Calvès.

[51](#) *L'Action*, 10 novembre 1944.

[52](#) *Le Feu*. n° 4 et 5 de janvier 1945.

[53](#) *La jeune génération dans le combat pour la gloire et la grandeur*, intervention au CC du PCF, Éd. de la Jeunesse, 1945.

[54](#) KRIEGEL (A.), *op. cit.*, p. 271.

[55](#) FIGUERES (L.), *AU service de la France. L'UJRF est née*, Éd. de l'UJRF. 1945. p. 12.

[56](#) *L'Avant-Garde*, 8 septembre 1944.

[57](#) *Ibid.*, 19 janvier 1945.

[58](#) *Ibid.*, 29 décembre 1944.

[59](#) *Ibid.*, 2 mai 1945. L'exclamation s'accompagne, il est vrai d'un « Vive Paris ! » et d'une évocation de la Commune de Paris.

[60](#) *Ibid.*, 9 mars 1945.

[61](#) Entretien Thorez-Staline du 19 novembre 1944 et décision du Secrétariat du PCF du 11 décembre 1944. Arch. du PCF.

[62](#) Cf. ce qu'en dit KRIEGEL (A.), *op. cit.*, p. 333-335.

[63](#) On songe à Louis Baillot, Jean Ellenstein, Henri Fizbin, Paul Laurent ou Henri Malberg.